

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIFI DIFFUSION S.A.S.

Z.I. de la Barrière
B.P. n 79
47300 Villeneuve-Sur-Lot

Références : IC/SM/UBD24-47/2025/231
Code AIOT : 0005206025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2025 dans l'établissement GIFI DIFFUSION S.A.S. implanté Z.I. de Coupat Avenue G. Guignard 47550 Boé. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, pour le suivi de mise en demeure de 2022.

Par la suite, l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance en août 2022 pour un projet d'extension, et un arrêté préfectoral complémentaire a été délivré en février 2023.

Une inspection a eu lieu en 2023 mais n'a pas donné lieu à un rapport de visite.

Face à un contexte commercial transformé, la société GIFI traverse une période critique et doit réduire ses effectifs en raison de difficultés financières. Un plan de sauvegarde de l'emploi a été signé et une restructuration a été nécessaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIFI DIFFUSION S.A.S.
- Z.I. de Coupat Avenue G. Guignard 47550 Boé
- Code AIOT : 0005206025
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIFI DISTRIBUTION ayant son siège social situé Z.I La barbière, BP79 47300 Villeneuve/Lot, exploite ZI du Coupat 47550 BOE un entrepôt de stockage de 180 000 m³, composé de 8 cellules dont 3 ayant une superficie supérieure à 3000 m².

L'établissement, auparavant exploité par KUEHNE NAGEL jusqu'en septembre 2016, est soumis au régime de l'enregistrement pour les rubriques 1510 (180 000 m³) et 1532 (25 600 m³).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25	Demande d'action corrective	1 mois
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25	Demande d'action corrective	6 mois
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-27	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extension	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 2	Sans objet
2	Cessation d'activité	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux difficultés que connaît la société GIFI, l'extension du site prévue et autorisée en 2023 n'a pas été réalisée, et cet entrepôt de stockage doit être vendu.

Lorsqu'un exploitant met fin à l'activité de son site, il doit décliner une procédure de cessation d'activité, qui est définie dans le code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extension

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, CLASSEMENT ADMINISTRATIF
Prescription contrôlée : Volume de l'entrepôt : 310 018 m ³
Constats : L'inspection constate que ni l'extension ni les travaux prévus dans l'arrête préfectoral complémentaire du 16/02/2023 n'ont été réalisés. En effet, l'entrepôt de stockage est mis à l'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, arrêt des installations
Prescription contrôlée : Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant la proposition faite dans le dossier, pour un usage de type industriel.
Constats : Après la restructuration financière dont a fait l'objet la société GIFI, l'exploitant indique que cet entrepôt fait partie des bâtiments à vendre. De futurs acquéreurs sont déjà venus visiter le site. L'usage de l'entrepôt restera de type industriel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25
Thème(s) : Risques chroniques, notification
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...]

Constats :
L'exploitant précise que l'entrepôt est vide depuis 2 ou 3 mois.
L'inspection a constaté qu'il n'y avait plus aucune palette de marchandises stockées dans l'entrepôt.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité - attestation
Prescription contrôlée : [...] II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.
Constats : Pour assurer la mise en sécurité, l'exploitant indique que le site est fermé par un portail et que le système anti-intrusion est toujours activé pour éviter le squat et les vols. L'exploitant précise qu'il n'y a pas de cuve de glycol ou gasoil et explique que ce sont les deux chaudières au gaz, alimentées par le gaz de ville, qui participent au système antigel pour les robinets d'incendie armés (RIA).

L'inspection a en effet constaté que le site est entièrement clôturé et fermé par un portail.

L'entrepôt est vide : il n'y a plus aucun produit combustible, ni produit dangereux. Il reste 1 chariot élévateur FENWICK dans le local de charge des batteries d'accumulateurs électriques.

Lors de l'inspection, les extincteurs et RIA ont été vérifiés par sondage : ils ont été contrôlés en septembre 2025 par CHUBB SICLI. L'inspection a également constaté la présence de détecteurs de fumée par aspiration de la gamme VESDA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les attestations de mise en sécurité (ATTES SECUR) établies par une entreprise certifiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-27

Thème(s) : Risques chroniques, mémoire de réhabilitation – attestation

Prescription contrôlée :

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant : a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas

échéant, hors de celui-ci, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.
[...]

Constats :

L'inspection rappelle que le mémoire de réhabilitation est un document obligatoire à transmettre à la Préfecture dans un délai de six mois après l'arrêt définitif de l'exploitation d'une ICPE. Ce mémoire vise à démontrer que toutes les mesures de gestion des pollutions ont été identifiées et adaptées à l'usage futur du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à la Préfecture le mémoire de réhabilitation dans un délai de six mois après l'arrêt définitif de l'exploitation de l'entrepôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois